



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction de l'Interministérialité  
et du Développement Durable**

**ARRÊTÉ DIDD-2024 N° 180** portant levée de la mise en demeure du 6 septembre 2022  
prise à l'encontre de la société **ETABLISSEMENTS LOUIS TESSIER** pour son site de fabrication  
de fromages à pâte molle situé à Cornillé-les-Caves

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le Préfet de Maine-et-Loire**  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier des Palmes Académiques,

1505 JUL 25

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5, et ses articles R.515-58 à 84 ;

**VU** le décret du président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

**VU** le décret du président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'Etat, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire ;

**VU** l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2003-n° 371 du 20 mai 2003, réglementant les activités de la société **ETABLISSEMENTS LOUIS TESSIER**, située sur la commune de Cornillé-les-Caves ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées établi suite à la visite réalisée sur site le 21 juillet 2022, transmis à l'exploitant par courrier en date du 12 août 2022 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**VU** les documents transmis par l'exploitant les 18 mars 2024 et 3 juillet 2024, en réponse à la mise en demeure du 6 septembre 2022 ;

**VU** la transmission de l'inspection des installations classées établie le 16 juillet 2024, en faveur de la levée de la mesure de mise en demeure du 6 septembre 2022 prise à l'encontre de la société **ETABLISSEMENTS LOUIS TESSIER** ;

**VU** l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n° 2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la Préfecture ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence, après examen de ces documents, que la mise en demeure prononcée le 6 septembre 2022 à l'encontre de la société **ETABLISSEMENTS LOUIS TESSIER**, peut être levée ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Maine-et-Loire,

## **ARRÊTE**

**Article 1** – L'arrêté préfectoral DIDD-2022 n° 262 du 6 septembre 2022 de mise en demeure pris à l'encontre de la société ETABLISSEMENTS LOUIS TESSIER est abrogé.

**Article 2** – Le présent arrêté est notifié à la société ETABLISSEMENTS LOUIS TESSIER par lettre recommandée avec accusé de réception et est publié sur le site internet de la Préfecture de Maine-et-Loire pour une durée minimale de deux mois en vue de l'information des tiers, conformément à l'article R171-1 du code de l'environnement. Une copie de cet arrêté est adressée au maire de la commune de Cornillé-les-Caves.

**Article 3** – Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Angers, le **29 JUL. 2024**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,

  
Emmanuel LE ROY